



## SYNERGIE DE FEMMES POUR LES VICTIMES DES VIOLENCES SEXUELLES

« S.F.V.S »

E-mail : [ssfvs13@gmail.com](mailto:ssfvs13@gmail.com)

Tel : (+243) 818500033, (+243) 995484965

BP 227 Gisenyi/Rwanda



### SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	1
I. INTRODUCTION .....	3
II. MOT DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SFVS .....	4
RESUME DU TRAVAIL DE LA SFVS .....	5
III. BREVE PRESENTATION DE LA SFVS .....	6
a. Vision de la SFVS.....	6
b. Mission de la SFVS .....	6
c. Objectifs .....	6
d. Les valeurs de la SFVS .....	6
e. Domaine d'intervention de la SFVS.....	6
VI. SOLUTION AUX CONSEQUENCES .....	6
IV.1. La prise en charge médicale .....	6
IV.2. L'accompagnement psychosocial individuel des survivantes .....	9
• L'écoute active et l'orientation des survivantes.....	9
• Thérapie de groupe.....	9
• La médiation familiale et l'accompagnement communautaire.....	9
IV.3. L'accompagnement juridique et judiciaire .....	10
V. PRÉVENTION .....	12
1. Journées d'échange et partage d'expérience entre les femmes potentielles candidates et les femmes des ONGs de la société civile.....	12
2. Sensibilisation sur la traçabilité des minerais.....	12
3. Etude sur le rôle de la femme dans la traçabilité des minerais dans la chaîne de valeur de Rubaya.....	13
4. Localisation des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et leurs intégrations dans les Plans de Développement Local (PDL) des Entités Territoriales Décentralisées .....	14

5. Ateliers de formation sur les droits de la femme et le monitoring des violations des droits des femmes .....	17
6. Formation sur la sécurité et la protection des Défenseurs des Droits Humains .....	18
VI. PROGRAMME DES FILLES AMBASSADRICES POUR LA PAIX .....	19
• MAISON DE LA FEMME DE BULENGO .....	23
Les activités de la maison des femmes à Bulengo .....	23
VIII. PLAIDOYER ET LOBBYING AU NIVEAU INTERNATIONAL.....	24
Participation aux différentes rencontres.....	30
IX. CONCLUSION .....	34

## **I. INTRODUCTION**

La province du Nord-Kivu reste victime des exactions commises contre les populations civiles plus particulièrement les femmes et les enfants. Parmi ces exactions, les violences sexuelles faites à la femme ont été utilisées comme arme de guerre par les parties prenantes aux conflits pour faire attendre leurs revendications. La présence massive des groupes armés dans presque tous les territoires de la province ont été à la base des violations graves des droits de l'homme en province du Nord-Kivu sans pour autant ignorer les exactions faites à l'endroit des populations par les éléments FARDC et PNC. Les violences sexuelles constituent un problème important en République démocratique du Congo (RDC) depuis 1996 et ont fait l'objet d'une lutte par la Synergie des Femmes pour les Victimes de Violences Sexuelles depuis 2002 afin de redonner de l'espoir aux victimes de violences sexuelles qui étaient dans le désespoir.

Le développement de ce fléau en province du Nord- Kivu a amené la Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles (SFVS), dans la lutte globale pour prévenir les violences sexuelles, soucieux d'offrir une prise en charge globale aux victimes de violences, mais aussi de promouvoir et défendre les droits des femmes à travers ses différentes activités.

## II. MOT DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SFVS



Pour 2016, la SFVS a focalisé ses actions sur la participation politique de la femme et l'implication de la jeunesse dans la restauration d'une paix durable. Elle a sensibilisé sur l'existence et la compréhension des résolutions Femme, Paix et Sécurité (FPS) : 1325, 1820, 1888, 1889, 1960, 2106, 2122 et 2142 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'autres instruments juridiques internationaux et le politiques nationales en rapport avec les droits de la femme auprès des officiels

de gouvernant locaux, les chefs religieux, les anciens des communautés, les chefs traditionnels, les femmes et les groupes respectifs de ces acteurs locaux.

Dans ce cadre, la SFVS a facilité l'intégration des résolutions 1325 et 1820 dans les plans de développement local dans les territoires de Beni, Lubero, ville de Butembo, territoire de Masisi plus précisément le groupement de Bashali/Mokoto.

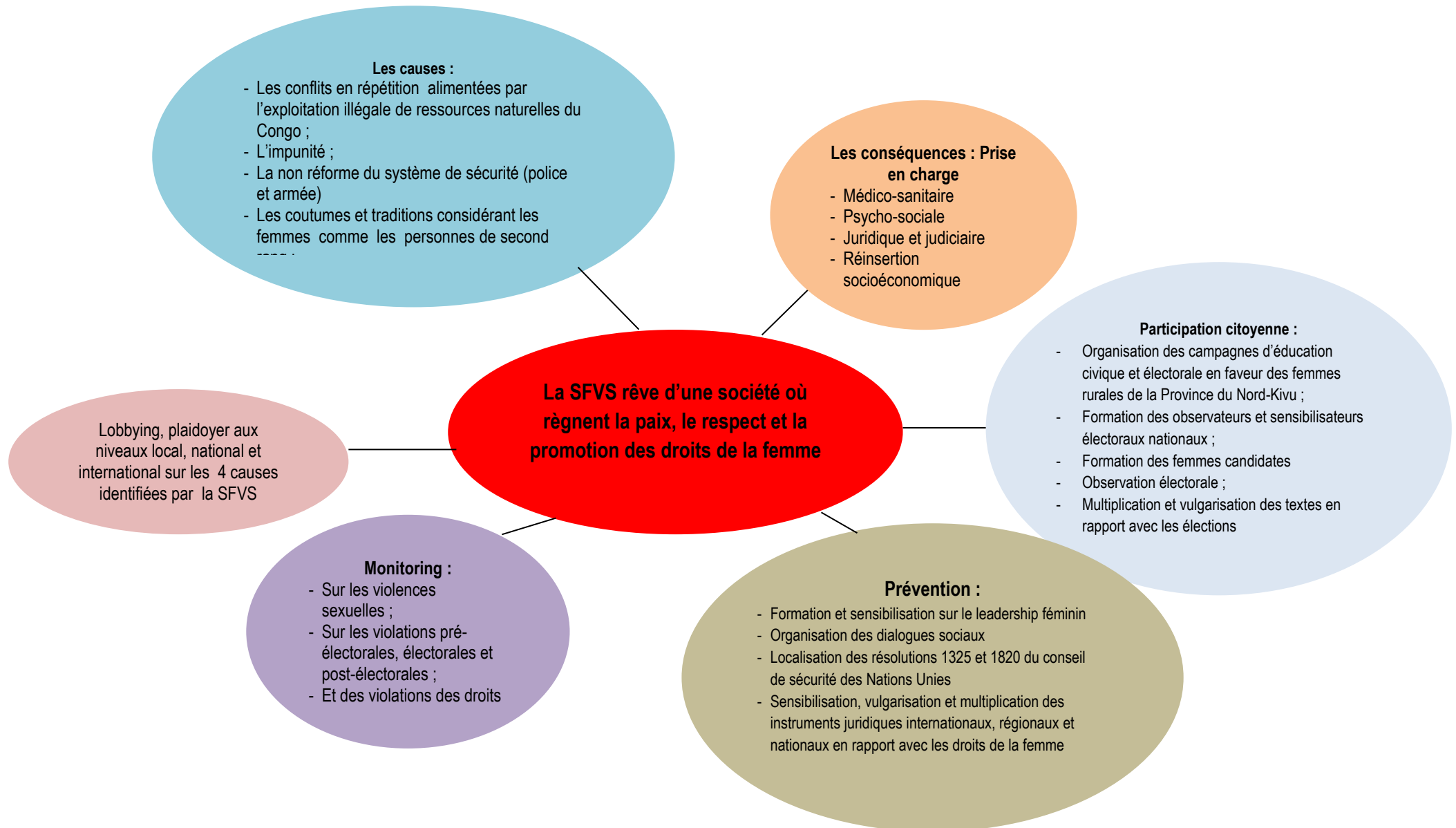
Considérant l'engagement et le souci de tout un chacun, la SFVS remercie de manière particulière Mr Jason Hackmann, Robin Wrigth, Donor Direct Action (DDA), ALBOAN, la Mairie de Donosty, DFG Mensen met een Messie (MM), the Global Network for Women's Peacebuilders (GNWP), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et les autres qui nous ont appuyé et accompagné de près ou de loin dans la réalisation de nos activités.

Nous sommes reconnaissants à l'équipe de la coordination de la SFVS pour son amour du travail et sacrifices quotidiens en vue de la promotion des droits de la femme.

**Justine MASIKA BIHAMBA**

**Présidente**

## RESUME DU TRAVAIL DE LA SFVS



### III. BREVE PRESENTATION DE LA SFVS

La Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles est une complémentarité de force, moyens et compétences de 35 organisations à majorités féminines qui se sont mises ensemble au mois de février 2002 pour réfléchir sur la manière d'aider les femmes et les filles abusées, humiliées et rejetées par la société, elle est basée à l'Est de la République Démocratique du Congo, dans la Province du Nord – Kivu, elle est enregistrée au Ministère des Affaires Sociales, Action Humanitaire et Solidarité Nationale par l'arrêté ministériel numéro RDC/018/GC/CABMIN/AFF-SAH.SN/012, et au ministère de la Justice et Droits Humains par l'arrêté ministériel numéro 263/CAB/MIN/J&DH/2011.

#### a. Vision de la SFVS

La SFVS rêve d'une société où règnent la paix, le respect et la promotion des droits de la femme.

#### b. Mission de la SFVS

Accompagner les organisations membres à travers la formation, l'appui, l'information et la mobilisation pour le développement.

#### c. Objectifs

- Conscientiser les communautés sur le fléau de violences sexuelles faites aux femmes et aux jeunes filles
- Assurer une prise en charge globale des victimes des violences sexuelles
- Que les victimes des violences sexuelles obtiennent justice et réparation.

#### d. Les valeurs de la SFVS

La transparence, le bénévolat, la bonne gouvernance, la dignité humaine, la compétence, l'honnêteté, la tolérance et la participation.

#### e. Domaine d'intervention de la SFVS

Paix et sécurité, droits de la femme, gouvernance et démocratie et entrepreneuriat féminin.

### VI. SOLUTION AUX CONSEQUENCES

La SFVS intervient dans la prise en charge globale des victimes de violences sexuelles : médicale, psychosociale, judiciaire et juridique, réinsertion socio-économique.

Pour l'année 2016, la SFVS a réalisé les activités suivantes :

#### IV.1. La prise en charge médicale

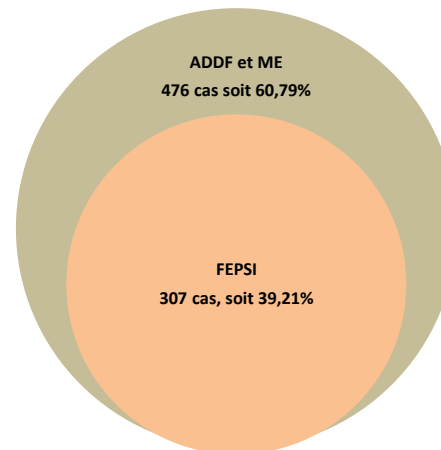
Pour la prise en charge médicale des victimes, la SFVS a accueilli dans la structure sanitaire FEPSI/Butembo et maisons d'écoute **783** nouveaux dont plus de **450** cas au cours du premier semestre de l'année 2016.

Le tableau ci-dessous présente le nombre des cas reçus dans la structure médicale et maisons d'écoutes qui sont supervisées par ADDF :

	Structure	Nouveaux cas identifiés												
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Tot.
1.	FEPSI/BUTEMBO	24	27	24	-	26	22	34	31	25	33	40	21	307
2.	ADDF/BUTEMBO et ME	26	12	21	-	12	46	87	67	70	43	59	33	476
	<b>TOTAUX</b>	<b>50</b>	<b>39</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>38</b>	<b>68</b>	<b>121</b>	<b>98</b>	<b>95</b>	<b>76</b>	<b>99</b>	<b>54</b>	<b>783</b>

Commentaire : Durant l'année 2016, la SFVS a enregistré **783** nouveaux cas auprès de ses structures sanitaires et maisons d'écoutes contre **789** de l'année 2015. L'âge des survivantes varie entre 2 à 60 ans, parmi les 783, un seul cas de sexe masculin de 52 ans a été enregistré au sein de la structure médicale FEPSI. Le contexte dans lequel ces cas ont été enregistré, est dû aux différents troubles causés par les groupes armés dans la partie nord de la province tels que les maï-maï Corps du Christ dans la ville de Butembo et ses environs, les ADF/NALU qui continuent toujours à opérer dans le territoire de Beni, les FDLR et les Maï-maï qui opèrent dans les territoires de Lubero Rutshuru et Walikale.

### Diagramme des cas selon les structures



**Commentaire** : Ce diagramme montre que ADDF et les maisons d'écoute ont documenté beaucoup des cas (60,79%) et la structure médicale FEPSI a enregistré à elle seule 307 cas (39,21%)

**Tableau n°2 : Statistiques des victimes par catégories d'âge**

Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Sept		Oct		Nov		Déc		Tot	
Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn	Mj	Mn
22	28	22	17	21	24	-	-	13	25	38	30	59	62	54	44	56	39	34	42	57	42	36	18	412	371

Commentaire : ce tableau démontre que pour cette année 2016, les majeurs ont été plus agressés (412 cas) contre 371 cas de mineurs. La plus par des victimes étaient agressées en provenance de leurs champs pour s'approvisionner à manger et les bourreaux partaient avec elles dans les forêts et passaient plus de deux semaines à un mois dans les forêts et ces victimes étaient souvent des esclaves sexuelles de leurs bourreaux.



## **IV.2. L'accompagnement psychosocial individuel des survivantes**

Les activités principales exécutées au niveau du volet psychosocial sont : l'écoute active et l'orientation et la thérapie de groupe.

- **L'écoute active et l'orientation des survivantes**

Cette activité se réalise dans les maisons d'écoute en général et rarement chez la survivante en cas de maladie de celle-ci. Les conseillères font la permanence dans la structure médicale (FEPSI) et dans les maisons d'écoute en recevant des survivantes des violences sexuelles qui arrivent et font le counseling sur place avec celles hospitalisées ou sur rendez-vous avec les ambulatoires. Ces conseillères surveillent des près les survivantes lors de la prise des médicaments, du repas et les aident pour la lessive de leurs habits (pour des cas de celles qui viennent à l'hôpital sans garde malade).

La SFVS en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) reçoit des vivres alimentaires pour les survivantes des violences sexuelles qui bénéficient des soins dans la structure sanitaire (FEPSI) et les maisons d'écoute à Goma, Kibumba, Béni, Butembo, Kiwanja, Walikale, Sake, Bishange, Shasha, Mugunga et Bweremana.

Dans le cadre de la détraumatisation les conseillères utilisent les techniques d'écoute active et l'écoute passive qui permettent l'empathie auprès des survivantes.

La mise en écran du vécu traumatique permet de constater l'évolution de la survivante ; les conseillères assurent la détraumatisation de celle-ci à l'aide de l'écoute, des conseils ainsi que des paroles de soutien et l'accompagnement se poursuit pour quelques cas. Elles les orientent vers des structures de santé pour les examens, traitement curatif et le traitement préventif ; d'autres cas qui nécessitent l'accompagnement juridique et judiciaire, on les oriente vers les services judiciaires pour porter plainte.

- **Thérapie de groupe**

Toujours dans le cadre de la détraumatisation, la SFVS encadre en thérapie des groupes les femmes et filles victimes des violences sexuelles réparties sur l'ensemble de 6 territoires de la Province du Nord-Kivu, cela dans divers secteurs de la vie sociale : 4 filles survivantes bénéficient de la scolarisation universitaire avec l'appui de nos partenaires : 2 filles au niveau de licence et 2 autres au niveau de graduat, 15 filles au niveau secondaire, 8 enfants au niveau primaire dont 7 filles et 1 garçon. 20 femmes sont encadrées dans le tissage des paniers, 10 femmes dans la teinture des pagnes, 71 femmes l'élevage des petits bétails et 115 sont encadrées dans l'agriculture améliorée dont 16 femmes à Bulengo et 99 femmes à Kibumba.

Les activités de réinsertion socio-économique exercées en groupe, permettent aux bénéficiaires de s'entraider psychologiquement, moralement et financièrement; ainsi elles servent de « thérapie des groupes » à la maison des femmes à Bulengo.

- **La médiation familiale et l'accompagnement communautaire**

Cette activité consiste à concilier les survivantes rejetées par leurs familles ou par leurs conjoints afin que celles-ci puissent regagner leurs familles et communautés et y vivre en harmonie avec les membres des familles. Cette activité se fait à travers les visites à domicile par des Agents Psychosocial (APC) avec l'accompagnement d'un psychologue de formation.

### IV.3. L'accompagnement juridique et judiciaire

Pour cette année 2016, 13 dossiers ont été ouverts auprès des cours et tribunaux listés dans le tableau suivant :

N° DOSSIER	VICTIME/PARTIE CIVILE	PREVENU, ECL	ACTES DE PROCEDURE EN 2016	ETAT DU DOSSIER
RECL 1164/CH II TRIPAIX BENI	1. KYAKIMWA KADEU : victime âgée de 15 ans  2. KASEREKA MALEKA : partie civile, Père biologique de la victime	- KAKULE Alfred Trésor : ECL  - Civilement responsable	03 audiences :  - le 24/02/2016  - le 02/03/2016  - le 16/03/2016	Pris en délibéré le 16/03/2016 et prononcé le Avril 2016  D.I : 35000Fc  S.P : Néant.
RECL 1208/CH IV TRIPAIX BENI	1. MBAMBU MUMBESA Debora, victime, âge: 14ans  2. KAKULE MUMBESA Joseph, PC Père biologique de la victime	1. KAMBALE VAKALI OKRANEL, ECL  2. MUHINDO MBALIVULA, civilement responsable	01 audience  Le 27/04/2016	Pris en délibéré  Le 27/04/2016
RP 271 TGI BENI	1. MASIKA ZAWADI, victime, âge: 9ans  2. KAHAMBU FRANCOISE, PC Tante de la victime	1. KAMBALE DAVID, prévenu	01 audience  Le 02/05/2016	Pris en délibéré  Le 02/05/2016
RECL 1229/CH II TRIPAIX BENI	1. KAVUGHO WA MBULIA SHUKURU, victime âge 15ans  2. MUHINDO SYAGHETERA, PC, Père biologique de la victime	1. KASEREKA DIEU MERCI.  2. Civilement responsable	Le 12/05/2016    Le 18/05/2016	1 <sup>ère</sup> Audience  Le 18/05/2016
RMP 2547/PR/MAB/2016	1. ZAWADI KAHINDO KITOKO	NTUBELE BASOMBOLAMI	- Le 11/04/2016  - Le 12/04/2016  - Le 14/04/2016 ⇒ Transfert au Parquet	Instruction en cours au Parquet près le TGI

RECL 1164/CH II TRIPAIX BENI	1. KYAKIMWA KADEU, vict 2. KASEREKA MALEKA, P.C	1. KAKULE ALFRED TRESOR 2.	KANTINE	Pris en délibéré le 16/03/2016  Prononcé le.....  DI : 350000Fc
RECL 1208/ CH II TRIPAIX BENI	1. MBAMBU MUMBESA Debora, 14ans, 2. KAKULE MUMBESA Joseph, PC	1. KAMBALE VAKALI OKRANE, 17ans 2. MUHINDO MBALIVULA, Civ. Resp	MUTWANGA	Pris en délibéré, le 27/04/2016
RMP 2547/PR/MAB/RP	1. ZAWADI KAHINDO KITOKO, 2. GABRIEL MUSAVULI, PC	1. NTUBELE BASOMBOLAMI, Civ. Resp	BOIKENE	Instruction au Parquet
RP 271/TGI/BENI	1. MASIKA ZAWADI, 2. KAHAMBU FRANÇOISE, PC	1. KAMBALE DAVID	TAMENDE/ C.MULEKERA	Pris en délibéré, le 02/05/2016.  Prononcé le 09/05/2016  - Amende: 800000Fc - DI: 4000000Fc - SP: 5ans
RECL 1217/ CH IV TRIPAIX BENI	1. KAVIRA BUNGAMUZI Francine: 15ans 2. KUKUABO BUNGAMUZI, PC	1. MUHINDO KANGITSI Joel, 17ans 2. MBUSA MBUTO Faustin, C.R	OICHA TENAMBO	Pris en délibéré le 25/05/2016
RECL 1228/ CH II	1. KAVUGHO WAMBULIA SHUKURU, 15ans 2. MUHINDO SYAGHETERA, PC	1. KASEREKA DIEUMERCI, 16ans 2. KAMBALE MWANZI Dieudonné, PC	BENENGULE  C. BEU	Plaidoirie, le 01/06/2016
RP 286/TGI BENI	1. KAVIRA WITHUNDA, 15ans 2. NZENZE NYAGHAMBWA Luc, PC	1. KASEREKA LUSENGE, 36ans	MATONGE  C. MULEKERA	Le 06/06/2016  Audience de continuation à KASINDI
RP 286/TGI BENI	1. MASIKA NZALA ZAWADI, 17ans 2. KAKULE KALWAYI ANGELUS, PC	1. MUMBERE MAHALIBO John, 29ans	BUTANUKA  C. BEU	Le 06/06/2016  Audience de continuation à KASINDI

## V. PRÉVENTION

La SFVS organise des activités de sensibilisation dans les communautés sur les conséquences néfastes des violences sexuelles mais aussi à briser le silence des actes des viols et sensibilise les communautés sur les droits des femmes et leurs rôles dans la gestion pacifique des conflits pour la recherche d'une paix durable.

### 1. Journées d'échange et partage d'expérience entre les femmes potentielles candidates et les femmes des ONGs de la société civile



*Les femmes candidates et les femmes de la société civile en pleine séance d'échange d'expériences*

Dans son programme « Gouvernance et Démocratie », la SFVS a organisé avec l'appui financier de Mensen met een Missie (MM) deux journées d'échanges entre les femmes potentielles candidates et les femmes des ONGs de la société civile avec comme objectifs de :

- Réfléchir sur les attitudes et les stratégies adéquates et conséquentes que les candidatures féminines devront adopter lors de prochaines échéances électorales en vue de gagner la confiance des électeurs et de se faire élire suffisamment
- Accorder un cadre d'échange d'expérience à travers un débat politique entre les femmes politiques et les femmes de la société civile de la ville de Goma autour des discours (vidéos téléchargées des femmes politiques du monde) qui serviront de modèle pour éveiller la conscience des femmes
- Discuter sur les causes objectives de l'échec des candidatures féminines aux élections précédentes (2006 et 2011) et trouver des pistes de solution pour faire voter les femmes aux élections prochaines.

L'activité a été faite avec la projection des vidéos des discours de certaines femmes politiques de la RDC et d'autres pays. Après la projection, un débat avait été ouvert entre les femmes candidates et les femmes de la société civile pour s'exprimer. Les participantes (femmes candidates et de la société civile) ont ressorti des recommandations qui pourront faire un objet d'échange entre les femmes et les partis politiques : (cfr, rapport Ishango et lien [http....](http://...)).

### 2. Sensibilisation sur la traçabilité des minerais

La SFVS a fait la sensibilisation sur la traçabilité des minerais et la situation de la population du site de Rubaya après le système d'étiquetage. La descente a été effectuée à Rubaya dans le territoire de Masisi.

La population et surtout les femmes ont montré que, depuis l'interdiction de l'exploitation de minerais dans les mines non certifiées, la vie à Rubaya est devenue très difficile suite au monopole des tenants du titre. Ceux-ci imposent les prix minimales aux exploitants et ils ne se retrouvent plus. Cette situation favorise la vulnérabilité car avant le système, la vie à Rubaya

était favorablement facile. Selon eux, avant d'interdire l'exploitation des minerais dans les mines non certifiées, ils bénéficiaient d'un pourcentage allant même jusqu'à plus de 50% et le mode de vie était normal, mais aujourd'hui, c'est tout le monde qui est chômeur.

Quant à la situation particulière des femmes, celles-ci sont devenues très vulnérables ; les femmes qui faisaient leurs activités aux alentours des carrés miniers, ont cessé d'exercer leurs activités vu qu'il n'y a plus d'exploitation. Elles s'efforcent d'y retourner avec leurs marchandises, mais ceux qui exploitent dans le carré minier MH, prennent les marchandises en dette et ne s'acquittent pas de leurs dettes. Les femmes et les filles n'ont plus d'occupation dans la cité de Rubaya et suite à cette situation, les jeunes filles se livrent au mariage précoce et à la débauche dans des maisons de tolérance (appelées des mineurs, un terme vulgaire utilisé dans la cité). Les femmes qui avaient des activités de l'agriculture ne les font plus suite au boom du coltan car les tenants du titre ravissent les terres pour y exploiter des minerais ou soit, ils donnent une somme de 350\$ pour 1 hectare.

Les parents n'ont plus le moyen pour scolariser leurs enfants et ceux-ci passent leur temps à déambuler dans la cité. Le taux de violences a augmenté ce dernier temps à Rubaya suite à la non occupation des jeunes qui ont tendance à intégrer les groupes armés.

Voilà pourquoi, après toutes les discussions, les femmes de Rubaya ont recommandé ce qui suit :

- Que la SFVS les accompagne les femmes dans des activités d'entrepreneuriat féminin, surtout les jeunes filles
- Que la SFVS renforce les pourparlers avec les tenants du titre pour que les femmes aient des terres cultivables, mais aussi qu'elles soient intégrées dans la chaîne d'approvisionnement, car par exemple chez SMB il n'y a aucune femme.

### 3. Etude sur le rôle de la femme dans la traçabilité des minerais dans la chaîne de valeur de Rubaya



Dans le cadre de renforcer son plaidoyer de campagne « la technologie libre des conflits », ALBOAN a initié une étude d'une mine certifiée à l'impulsion de la loi « Dodd-Frank Act » pour savoir son impact sur la situation de la femme. Ainsi, les sites miniers ciblés pour ce faire, ont été Rubaya et les villages environnants en territoire de Masisi, province du Nord-Kivu en RD Congo.

Considérant le rôle prépondérant de la femme dans la vie économique en RDC et particulièrement dans sa partie Est, la question du genre devrait être transversale dans la prise de conscience que l'on remarque aujourd'hui dans le secteur minier artisanal. Autant

cette prise de conscience est aujourd'hui sans précédent parmi les acteurs en amont de la chaîne de valeur des minerais de 3T, autant la participation de la femme devrait être effective en conformité aux lois et conventions portant promotion et protection du droit de la femme.

- **La Femme dans les mines**



Il résulte de cette enquête que l'implication de la femme dans les activités minières à Rubaya et le long de la chaîne de valeur est bel et bien réelle même si elle reste marginale comparativement au nombre d'hommes dans ce secteur. Les femmes sont managers des puits, négociantes, creuseuses, transporteuses, etc. Néanmoins, si leur nombre reste encore limité, cela est dû principalement :

- Aux coutumes rétrogrades et superstitions selon lesquelles une femme en période de menstruation empêcherait une bonne production minière sur le site,
- Aux conditions maritales et familiales qui lui privent du temps pour s'adonner à d'autres activités,
- A la mauvaise interprétation des exigences de la loi « Dodd-Frank Act » et du Devoir de Diligence Raisonnable de l'OCDE perçues comme interdisant la présence des femmes dans les mines,
- Au manque d'autonomisation financière (les femmes qui connaissent du succès dans les affaires étant généralement perçues comme des femmes libres),
- Au manque de structures adéquates d'encadrement et d'accompagnement des femmes dans le secteur minier telle qu'une association féminine ou coopérative d'épargne et de crédits.

#### 4. Localisation des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et leurs intégrations dans les Plans de Développement Local (PDL) des Entités Territoriales Décentralisées



**Atelier de localisation à Sake**

Dans le cadre du domaine de droits de la femme et la participation politique, la SFVS organisé un atelier de localisation des résolutions 1325 et 1820 du CSNU à Sake en vue de leur intégration dans le plan de développement local de cette entité. L'activité a connu la participation des différentes couches de la population : les animateurs des institutions publiques de la place, les représentants des ONGs de la société civile, l'armée, la police....

Les autorités locales présentes dans l'atelier se sont engagées à soutenir les actions des femmes et ont promis de respecter leurs engagements. Ils ont été conscients et reconnaissent les efforts des femmes mais ils ont montré le problème que les femmes ne se viennent pas auprès d'eux pour réclamer ce dont elles ont besoin. Ils ont dit aux femmes qu'ils seront disponibles à toutes leurs préoccupations et ont insisté que les femmes doivent former des comités locaux en vue de faire le suivi des engagements des autorités. Dans ce même cadre, il a été organisé à Goma un atelier d'évaluation des résolutions 1325 et 1820 dans le Plan d'Action National du Gouvernement. Cette activité a eu sa raison d'être pour évaluer la mise en application des résolutions 1325 et 1820 dans les plans de développement local des ETD et leurs mises en application dans les institutions publiques.



*Atelier d'évaluation des résolutions 1325 et 1820 dans le PAN*

Avec les ministères (ministère en charge du genre, du plan et de la décentralisation) qui travaillent avec la SFVS dans la matière, il a été question de les évaluer sur la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820 depuis l'atelier de localisation desdites résolutions en août 2014 que la SFVS avait organisé pour l'intégration de ces résolutions dans les Plans de Développement Local. Pour le ministère en charge du genre, plusieurs actions ont été menées après l'atelier de 2014 ; il s'agit notamment de :

- La constitution du comité de pilotage de mise en œuvre du PAN;
- L'installation et fonctionnement du groupe thématique genre et de ses sous-groupes de travail ;
- L'adoption de la stratégie de communication pour le changement de comportement en matière de lutte contre les violences sexuelles;
- L'organisation des campagnes de vulgarisation de la Résolution 1325, de la CEDEF, des Lois sur les VS
- La sensibilisation sur le processus et l'accès des femmes aux mandats électoraux ainsi que sur les techniques et stratégies de mobilisation des masses;
- La Formation des femmes en technique de médiation, prévention et résolution des conflits;
- La collecte régulière de données sur les violences sexuelles et leur transmission périodique au MINIGEFAE;
- L'organisation de diverses activités de prévention et réponse holistique aux victimes des violences sexuelles ;
- La création du mouvement rien sans la femme
- Encouragement des Hommes et des jeunes garçons à s'engager à la campagne « He for She » en promouvant la masculinité positive ;
- Plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la prise en compte du genre dans les services de sécurité ;
- Sensibilisation sur la scolarisation des enfants sans distinction de sexe ;

- Organisation à la Maison de la Femme et dans les CCP des Formations de femmes dans diverses filières ;
- Lutte contre l'impunité des auteurs des Violences Sexuelles ;
- Encouragement des ONG Internationales au transfert des compétences aux ONG Locales ;
- Vulgarisation du code de la femme révisée ;
- Participation des femmes du Nord-Kivu aux activités de la COCAFEM et à bien d'autres dans le cadre de la CIRGL;
- Sensibilisation sur le respect du droit international humanitaire en période de guerre et sur la lutte contre l'utilisation des enfants dans les forces et groupes armés;
- Le renforcement des capacités des acteurs de la société civile en matière de participation citoyenne à la gestion de la chose publique;
- La sensibilisation sur la lutte contre la discrimination des filles en matière d'accès à l'éducation tout en encourageant la scolarisation des filles-mères;
- L'adoption du code de bonne conduite contre les violences sexuelles et basées sur le genre en milieu scolaire ;
- Le renforcement des capacités des acteurs sur les Résolutions 1325 et 1820 ;
- L'installation de deux comités territoriaux de mise en œuvre des Résolutions 1325 et 1820 (Rutshuru, Masisi)

Avec toutes ces actions, le ministère a présenté les défis dont il fait face pour la mise en œuvre effective de la 1325 qui sont entre autre :

- Les pratiques d'ordre social et culturel influent sur le comportement et les attitudes des hommes et des femmes, une pesanteur à l'égalité des droits entre l'homme et la femme;
- Participation égalitaire des hommes et des femmes dans les forums de recherche de la paix et de résolution des conflits ainsi que dans les instances de décision;
- Maîtrise de compétences féminines en matière de genre, paix et sécurité et intégration de la dimension genre dans les plans locaux de développement;
- Fonds nécessaires à l'organisation des activités de protection et promotion des droits de la femme.

Pour le ministère de la décentralisation, celui – ci a donné les liens entre la résolution 1325, la décentralisation et la gouvernance ; la décentralisation étant une réforme, elle demande l'implication de tous les acteurs pour sa mise en œuvre harmonieuse car elle constitue la solution clé à main contre les troubles liés à la légitimité des dirigeants mais aussi répond au devoir de recevabilité des gouvernants en accentuant le contrôle citoyen et la participation citoyenne à travers des planifications participatives et en créant des structures citoyennes de suivi- évaluation de l'action publique.

A force de cet engagement, le cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation prévoit 7 axes stratégiques pour une décentralisation réussie dont 2 d'entre eux sont très intéressants ; l'appropriation effective du processus de décentralisation par tous les acteurs et le transfert des compétences et des ressources suivant une démarche de progressivité.

Il a conclu son exposé en ces termes ; les femmes doivent s'y impliquer pour sa bonne mise en œuvre effective, il ne suffit pas d'être là parce qu'on est femme, il faut aussi être compétente et saisir l'opportunité comme les hommes. Pour la représentativité, il faut une grande compétition et être capable de convaincre. Les femmes doivent fournir des efforts et avoir des connaissances dans tous les domaines car le Congo a besoin d'elles.

Pour le ministère du plan à son côté, la participation effective de la femme dans différents postes constitue une priorité. Lors de l'élaboration du plan quinquennal, la dimension genre a



été prise en compte sur lequel découle le plan du développement national. D'où le plan quinquennal est priorité.

Le plan d'action du gouvernement de la RDC sur la mise en œuvre de la résolution 1325 devrait commencer au niveau provincial, il est intégré dans tous les autres plans d'action prioritaires :

1. Consolidation de la paix et de la bonne gouvernance
2. Le renforcement de la gouvernance politique
3. Le renforcement de la gouvernance judiciaire
4. Le renforcement de la gouvernance économique.

#### **5. Ateliers de formation sur les droits de la femme et le monitoring des violations des droits des femmes**



*Atelier sur les droits de la femme à Beni*

Dans le cadre du domaine d'intervention droit de la femme, la SFVS organisé deux ateliers sur les droits des femmes en faveur des femmes des territoires de Beni et Lubero avec l'appui de DFG – ALBOAN, l'objectif de ces ateliers a été de contribuer à la paix et la gouvernabilité de l'Est du Congo, à travers des femmes, en favorisant leur participation et leur incidence effective dans les plans de développement local, de contribuer à l'enracinement correct de la culture de la paix et du respect des droits humains dans le chef de la jeunesse, particulièrement participer à la prise de conscience du rôle de la jeune fille quant à ce qui est du leadership féminin dans le milieu. Les thèmes ci-après avaient été exposés dans les ateliers :

- Les droits de la femme parmi les droits de l'homme
- Initiation au leadership
- Sur les techniques d'investigations des violations des droits de la femme
- Le plaidoyer relatif aux droits des femmes aux niveaux local, national, régional et international



*Atelier sur les droits de la femme à Lubero*

100 femmes ont été formées sur leurs droits et font le monitoring de violation de droits faites à l'égard des femmes dans leurs milieux. Après le monitoring, elles font des plaidoyers

après des autorités locales pour le respect des droits des femmes et ont commencé à participer dans les espaces de dialogue avec les autorités locales. Les femmes de Lubero ont effectué des descentes sur terrain dans les villages (Kyondo, Kirumba, Musienene,...) pour la vulgarisation des instruments juridiques protégeant les droits des femmes.

## 6. Formation sur la sécurité et la protection des Défenseurs des Droits Humains

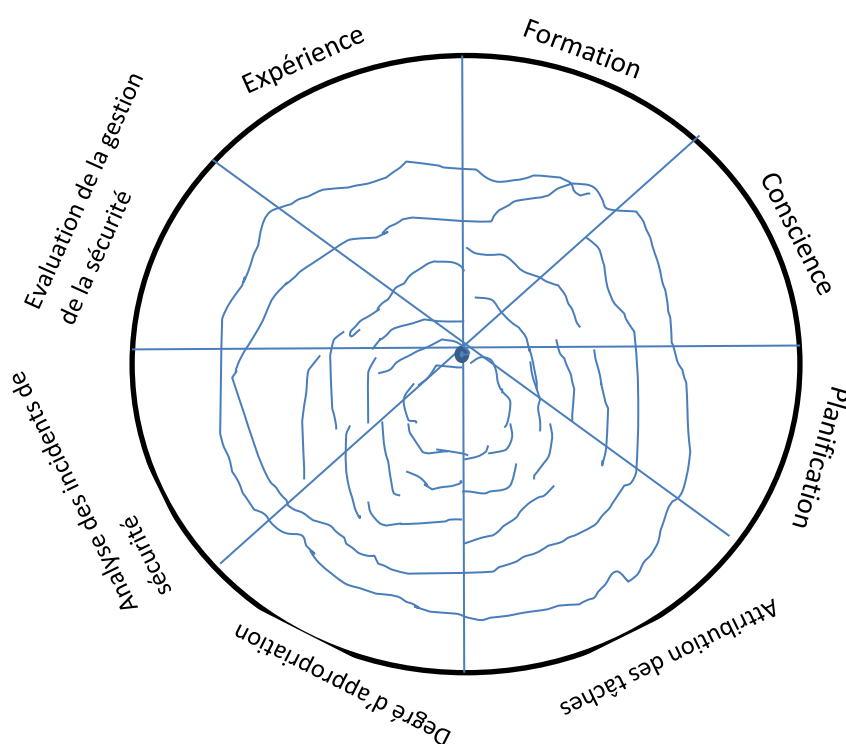


*Formation des DDH sur la protection et la sécurité physique à Goma*

En partenariat avec Front Line Defender, la SFVS a formé 35 défenseurs des droits humains du Nord et Sud-Kivu. L'atelier a porté sur la sécurité et la protection des DDH ; les discussions ont porté sur les cas pratiques de menaces des DDH qui participaient à la formation ; comme par exemple les cas d'arrestation des membres de la LUCHA, le cas de surveillance du bureau de l'ONG CREDDHO, le cas de menace des agents de l'ONG NDSC du Sud-Kivu et les autres.

Partant de ces différentes expériences, les facilitateurs ont appris aux participants que chaque fois évaluer les risques et chercher des moyens pour se sécuriser d'abord avant de faire une activité ; surtout les activités de plaidoyer. Ici il a été indispensable de parler de la roue de sécurité :

### La roue de sécurité



Avec cette image, le facilitateur a expliqué que la roue de sécurité a aussi des rayons et il faut savoir comment faire rouler la roue. A chaque fois qu'il y a un problème, la planification doit être faite et on doit attribuer les responsabilités à tout un chacun dans l'organisation. On ne fait pas une planification en termes d'activités, une planification se fait aussi en termes de sécurité ; c'est-à-dire quand il y a un problème qui arrive, on sait que tel s'en chargera conformément à la responsabilité qui lui a été attribuée dans le plan de sécurité et il faut avoir des stratégies pour surveiller ceux qui vous surveillent.

Les participants ont manifesté leur satisfaction sur la formation et ont remercié les organisateurs de ladite formation (Front Line Defender) ainsi que l'équipe de facilitation pour avoir disponibilisé leur temps pour la formation. Les participants ont promis de faire les restitutions dans leurs organisations respectives et surtout actualiser les plans de sécurité pour ceux qui en ont et pour ceux qui n'en ont pas encore, ils ont promis de l'élaborer. Puis ils ont recommandé aux organisateurs (Front Line et SFVS) de multiplier des formations sur la sécurité et protection dans les territoires du Nord et Sud-Kivu vu le contexte politique de notre pays. Signalons que les participants ont reçu chacun un brevet de participation afin de leurs encourager dans leur travail.

## VI. PROGRAMME DES FILLES AMBASSADRICES POUR LA PAIX



*Esther en plein interview, expliquant le programme des filles ambassadrices pour la paix aux journalistes*

Dans l'objectif d'étendre ce programme dans toute la province du Nord-Kivu, les filles ambassadrices ont organisé deux ateliers de formation à Butembo et Beni en faveur des jeunes filles dont leur âge varie entre 15 à 25 ans. Etant donné que ce programme fonctionnait seulement à Goma, la SFVS avec l'appui de DFG-ALBOAN a jugé bon d'étendre ce programme dans partie nord de la province. L'objectif du programme des filles ambassadrices pour la paix est de promouvoir la paix juvénile en impliquant la jeunesse dans la recherche d'une paix durable. 30 jeunes ont été formés (24 filles et 6 garçons).



*Atelier de formation des filles ambassadrices pour la paix à Beni*

A l'image du feu de brousse, les jeunes filles formées, ont reçu la mission de reprendre le message de la construction de la paix non seulement autour d'elles-mêmes, mais aussi au sein de leurs communautés respectives voir même au niveau provincial et national.



*Formation des filles ambassadrices pour la paix à Butembo*

C'est ainsi que dans le souci de renforcer la mission des filles ambassadrices pour la paix, les jeunes filles ont organisé deux séances de sensibilisation auprès d'un groupe de jeunes à Butembo (21 jeunes) et à Musienene (45 jeunes représentant 5 écoles de la place) un village situé à plus ou moins 20km à l'Est de la ville de Butembo pour leur permettre de mieux asseoir les notions de base reçues relativement à la paix, la cohabitation pacifique et aux droits humains en vue de se rassurer qu'elles ont bien assimilé les matières acquises lors de la formation.



*Les filles ambassadrices de Butembo en pleine séance de restitution et sensibilisation sur le leadership féminin*

A leur tour, les jeunes de Musienene ont sensibilisé 225 jeunes issus de 5 écoles de Musienene (Institut Matimba, Institut Lumbya, Institut Vikindwe, Institut Vusigha et Institut Lukwaliha).

Dans ce même cadre, les filles ambassadrices pour la paix de Goma aussi ont effectué une descente de sensibilisation sur l'importance de l'éducation aux jeunes filles de Rubaya et Mumba en territoire de Masisi. Plus de 50 jeunes filles ont été sensibilisées sur l'importance d'étudier chez la jeune fille. Les filles ont discuté sur le thème et ont soulevé les causes qui les bloquent à ne pas étudier.



**Sensibilisation sur l'éducation de la jeune fille à Rubaya et Mumba**

- D'un côté, les filles ont soulevé la cause du manque de moyen financier de leurs parents ;
- Le manque d'occupation et le manque d'occupation en vue de satisfaire leur besoin qui les pousse au mariage précoce, à se livrer à la débauche aussi
- De l'autre côté, certains garçons qui ont participé à la séance ont soulevé le problème de l'ignorance des parents car selon eux, scolariser une fille c'est perdre son argent inutilement par le fait que la fille a pour finalité le mariage.

Après plusieurs explications, les participantes ont compris que la non scolarité des filles a des conséquences néfastes à leur vie et elle bloque leur développement et leur épanouissement. La plus part des filles qui n'ont pas étudié, se livrent au mariage précoce et pourtant une fille qui se marie précocement est limitée, elle se heurte aux conséquences telles que : le divorce, le refus du mari, la dépendance de la femme, mauvaises éducation des enfants, avoir beaucoup des naissances, le vieillissement, la pauvreté,...sont les différentes conséquences évoquer par les participants.

Les filles de Rubaya et Mumba se sont engagées à sensibiliser les autres filles et leurs parents sur l'importance d'étudier afin de bénéficier au droit à l'éducation comme les garçons et de le décourager à faire le mariage précoce.

- **Célébration de la journée internationale de la paix**



*Les filles ambassadrices pour la paix commémorent la journée internationale de la paix avec les enfants de Mujoga, Nyiragongo*

A l'occasion de la célébration de la journée internationale de la paix, les filles ambassadrices pour la paix de Goma ont effectué une descente sur terrain dans le groupement Kibati, village Mujoga en territoire de Nyiragongo en vue de sensibiliser les jeunes sur la paix. 68 jeunes ont été sensibilisés et se sont engagés à mener des sensibilisations dans leurs communautés pour faire passer le message de paix. Les filles ont fait passer le message de paix à cette occasion avec les enfants de Mujoga et ont partagé ensemble la joie de vivre en communauté.

- **16 jours d'activisme sur les violences faites à la femme**

Dans le cadre de 16 jours d'activisme, les filles ambassadrices pour la paix de Butembo ont organisé une conférence débat et théâtre auprès des jeunes de la ville. L'objectif de l'activité était d'amener les jeunes du milieu à un éveil de conscience en vue de participer dans la construction de la paix autour d'eux et cette activité a connu la participation de plus de 80 jeunes.



*Conférence et théâtre à Butembo à l'occasion des 16 jours d'activisme*

Les jeunes qui ont participé à la conférence ont recommandé aux filles ambassadrices pour la paix d'implanter des noyaux dans différentes écoles, institutions et groupes des jeunes dans le but d'étendre le message de paix comme le feu de brousse et qu'elles aient aussi un bureau fixe où l'on peut se ressourcer de beaucoup d'information.

### • MAISON DE LA FEMME DE BULENGO

Les violences sexuelles fragilisent davantage le statut socio-économique des femmes, des filles et des enfants qui en sont victimes. C'est en se référant à cette problématique que la SFVS avec l'appui de la ville de Genève a jugé impérieux de mettre en place un centre multiservice pour la prise en charge efficace des victimes de violences sexuelles sur le plan médical, psychosocial et socio-économique. La Maison de la femme constitue une réponse à l'aspiration de la SFVS depuis plusieurs années. L'aspiration en question se manifeste par le souhait de voir la SFVS disposer d'un centre où les victimes de violences sexuelles recouvrent leur dignité à travers les différents services qui y sont organisés. La construction du Centre s'inscrit en outre dans les efforts visant à offrir aux femmes un toit (logement de transit pour les convalescentes), les soins de santé pour les victimes en transit et la possibilité d'apprendre un métier, de se prendre en charge et d'accroître son autonomie économique. Il permet aux femmes victimes des violences sexuelles, non seulement de jouir de leurs droits fondamentaux, mais également et surtout de pouvoir se parler de leur vécu traumatique pour s'entraider mutuellement, une thérapie de groupe autour d'une activité qui aide à préparer l'avenir et à devenir des citoyennes autonomes, responsables et respectables.

#### Les activités de la maison des femmes à Bulengo



Dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin, la SFVS exerce différentes activités telles que :

- Le tissage des paniers
- La teinture des pagnes
- La coupe et couture
- L'élevage des petits bétails

Le but de ces activités est que les femmes puissent être à mesure de résoudre différents problèmes dans leurs familles, le problème financier pour subvenir aux besoins de leurs familles, scolariser leurs enfants grâce aux capitaux qu'elles gagneront quand elles vendent leurs articles. C'est ainsi que pour l'élevage, 5 femmes ont reçu chacune 1 porc

qu'elles vont élever chez elles ; celles-ci ont le devoir de retourner 3 petits lorsqu'il aura des petits et qui seront répartis comme suit :

- Un petit qui sera vendu pour payer le berger qui garde la porcherie
- Un autre pour acheter la nourriture des porcs qui sont à la maison des femmes de Bulengo et
- Le dernier sera donner autres femmes pour l'élevage chez elles.



*Les femmes VVS reçoivent les porcs pour l'élevage*

Ce système de rotation a permis aux femmes de ne plus dépendre de leurs familles et de subvenir à leurs besoins.

- **Monitoring des violations des droits de l'homme pendant la période préélectorale et autres violations des droits humains**

Depuis l'année passée (2015), la SFVS a formé les observateurs électoraux issus de ses organisations membres et ces observateurs ont comme tâche d'analyser les discours des potentiels candidats et voir s'ils ne sont pas de nature à engendrer la haine au sein de la communauté, voir si les manifestations ne sont pas réprimées d'une façon disproportionnées, voir si les medias accordent la même chance à tous les candidats pour s'exprimer. Ils observent également s'il n'y a pas des violations basé sur le genre, ils font aussi le monitoring sur toutes les violations des droits humains en général. Les observateurs font des rapports mensuels à la SFVS, en cas d'urgence pour une action, le rapport est hebdomadaire et s'il y a violation, la SFVS rencontre les parties prenantes pour un plaidoyer et une action urgente.

Monitoring sur les violations de droits humains car la SFVS fait partie de la « Synergie Ukingo Wetu » qui est un mécanisme local de protection des défenseurs des droits humains. Ce mécanisme a comme objectif de contribuer à la protection des défenseurs des droits de l'homme en province du Nord-Kivu. Plusieurs cas de kidnapping et d'assassinat sur toute l'étendue de la province du Nord-Kivu ont été enregistrés, signalons que les auteurs de ces violations sont les groupes armés nationaux et internationaux présents dans les territoires de la province du Nord-Kivu. Le mécanisme fait aussi le monitoring sur les répressions des manifestations en rapport avec le contexte politique du pays, il assiste les DDH arrêtés et menacés et les accompagne auprès des juridictions.

## **VIII. PLAIDOYER ET LOBBYING AU NIVEAU INTERNATIONAL**

La SFVS a effectué plusieurs plaidoyers et lobbying à tous les niveaux : international, national et local pour s'attaquer aux 4 causes identifiées par la SFVS notamment, les conflits



en répétition alimentées par l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RD Congo, l'impunité, la non réforme du système de sécurité (police et armée) et les coutumes et traditions considérant les femmes comme les personnes de second rang.

### 1. *Au niveau international*



Dans le cadre du partenariat SFVS-ALBOAN, la SFVS a effectué un voyage de plaidoyer et sensibilisation pour faire connaître aux élèves des différents centres éducatifs et différentes associations du pays Basque (Espagne) sur le rôle de la femme dans la traçabilité de l'exploitation des ressources naturelles (Coltan) à l'Est de la République Démocratique du Congo et la participation politique de la femme.



**Exposition Femmes en Résistance à Valence**

Sur invitation du Centre du patrimoine Arménien, la présidente de la SFVS a effectué un plaidoyer et a animé une conférence sur les actions de la SFVS en faveur des femmes victimes de violences sexuelles, ses efforts fournis pour la dignité de la femme de l'Est de la République Démocratique du Congo. Le Centre du patrimoine Arménien a présenté une exposition des photographies de Pierre-Yves Ginet, appelée Femmes en Résistance et la présidente de la SFVS à cette occasion a été baptisée « *Femme d'exception* ».

Mission de plaidoyer du 14 novembre au 14 décembre 2016

#### a. BILBAO

- La présidente de la SFVS a eu des interviews avec différents journalistes de la presse écrite ; l'entretien a porté sur la situation de la femme à L'Est de la RDC; le respect et la protection de ses droits, la participation politique et le travail de la SFVS ;
- La SFVS a animé aussi des conférences dans certaines écoles publiques de Bilbao (KIRIKINO, LAUDIO, IKASTOLA BERMEO) avec la participation de 156 élèves et 12 enseignants.

La présidente expliquée le travail de la SFVS, sa mission, sa vision, ses domaines

d'intervention, les activités menées par la SFVS , le contexte ainsi que le statut de la femme en période de conflit et de paix , la relation entre le téléphone portable et les droits des femmes: l'exploitation illégale des minerais en RDC, la loi américaine Dodd Franck, la proposition de l'européenne sur la traçabilité , les défis et opportunités , la responsabilité des jeunes et des européens dans la traçabilité des minerais, mobilisation pour signer la pétition. Plusieurs questions ont fait l'objet du débat entre autre les rôles du gouvernement congolais, le rôle de la communauté. International, les multinationales. Une brève présentation de l'organisation ALBOAN a été faite qui vient de fêter ses 20 ans de travail, le travail de plaidoyer par rapport au contenu de la loi EU, surtout la déclaration des entreprise : la gestion transparente et le respect des droits humains ; exiger aux entreprises à s'engager à fournir la provenance de minerais, les conditions des femmes et les conséquences dans les mines et on a présenté les faiblesses de la loi Dodd Franck que la loi Européenne fait améliorer Les discussions continuent au niveau de l'UE pour les mesure d'accompagnement. Il y a eu aussi la question sur les chambres mixte ; il faut renforcer le plaidoyer pour la loi sur les chambres mixtes et la loi sur le droit sexuel et la santé de la reproduction car les discussions sont au parlement.

- La SFVS s'est rencontrée avec un groupe des sympathisants de Microsoft qui veut comprendre la situation de la femme en RDC. La conférence à commencer par la vidéo de la visite Maria de ALBOAN à Gama de 4 minutes, puis la présidente SFVS a fait la présentation des domaines dans lesquels travaille la SFVS, ainsi que les défis auxquels elle fait face au quotidien. Le débat s'est plus focalisé sur le système d'étiquetage et la certification des sites miniers pour la traçabilité plus d'une centaine de personne ont participé à la conférence
- Conférence de presse avec la célèbre star espagnole Amparo qui a chanté la chanson « Mama africa » pour les femmes victimes de violences sexuelles de l'Est de la RDC et surtout les femmes de Bulengo : Alicia et Amparo, les oratrices de cette conférence ont présenté la situation sécuritaire, politique ainsi que des droits des femmes et surtout des femmes victimes des violences sexuelles à l'Est delà RDC. La relation qui existe entre les violations des droits humains, notamment les violences sexuelles et le téléphone portable. 2 vidéos de la visite d'Amparo à la maison de Bulengo ont été projetées et le lancement officiel de la chanson " MAMA Africa ". La directrice d'Alboan Maria Duel a fait une présentation du travail d'Alboan notamment l'assistance aux réfugiés dans les camps avec JRS et la SFVS pour la promotion et le respect des droits des femmes et la participation politique des femmes , elle a parlé de la campagne la technologie libre des conflits, la sensibilisation pour la consommation responsable de nos téléphones portables, la responsabilité du gouvernement dans la traçabilité des minerais, de l'appui direct aux projets SFVS et JRS, en fin l' implication des femmes du Nord-Kivu pour le changement. Après la rencontre à Saint Sébastien avec Amparo et ce qu'elle attendait de son voyage au mois de mars dernier, elle voulait vivre et surtout se solidariser avec ses femmes héroïnes , avec son esprit créatif , elle a composé la chanson en swahili et espagnol pour les femmes mais aussi pour le public espagnol qui ignore la situation . Justine avait insisté que malgré les difficultés que rencontrent les femmes, elles sont aussi actrices des changements. Amparo a été tellement émotionné après avoir visualisé la vidéo car elle s'est rappelé des témoignages des femmes qu'elle a rencontré à Bulengo. La femme défenseure des droits humains venue du PERU a

voulu connaître comment fonctionne la maison de Bulengo, combien des femmes y sont encadrées et le travail de la SFVS.

- Atelier Alboan, le but principal de cet atelier était de partager l'expérience entre l'exploitation artisanale et industriel de l'Afrique et l'Amérique latine, mais aussi l'expérience espagnole dans l'approche genre, enrichir la recherche sur le rôle des femmes dans la traçabilité de minerais avec l'expérience de la commission justice et Paix. Après le partage d'expériences, les participants se sont regroupés dans trois Carrefour pour approfondir les expériences partagées.

b. Genève : Conférence EURAC sur la crise politique au Congo

Les thèmes développés pendant La conférence sont :

- La crise politique en RDC
- Mandat constitutionnel
- L'accord du 18 septembre de la cité de l'OUA
- La crise économique
- La question des groupes armés actifs à l'Est de la RDC
- La crise de BENI
- La présence des rebelles sud soudanais à Goma

Dans quel sens va évoluer le Congo : scénarios possibles

- ✓ Utilisation de la force?
- ✓ Modification de la constitution par référendum ?
- ✓ Radicalisation de l'opposition ?
- ✓ La Communauté internationale devrait revoir sa stratégie de disconnexion, le stratagème de donateurs
- ✓ L'UE pourra t- elle soutenir un processus inclusif ?
- ✓ Preuve d'imagination chute du gouvernement ?, option politique ?
- ✓ L'UE est- elle suffisamment équipé pour faire face aux défis ?

Après tous les questionnements, place aux panelistes.

1. Sécurité et l'alternance par la CENCO : quelle action ?

a. Alternance : un rendez-vous manqué, source de légitimité :

- L'accord global et inclusif de Sun City
- Élections de 2011 non crédible : dernier mandat, tentative de pousser les élections au-delà de 2016
- Feuille de route de la CENI avec plusieurs hypothèses
- Élections des sénateurs
- Publication du calendrier partial à 2014
- Recensement de la population en 2015
- Plusieurs arrêts de la cour constitutionnelle : la RDC a manqué un grand rendez-vous d'alternance

b. Réduction de l'espace politique

- Répression disproportionnée des manifestations
- Interdiction des manifestations de la société civile et de l'opposition
- Instrumentalisation de la justice

c. Instabilité Politique

- Insurrection populaire, cumul de frustration
- Le contexte sécuritaire ne favorise pas l'organisation des élections
- Division de la communauté sur la question

- 1e groupe : Les signataires de l'accord de l'OUA " élections avril 2018"
- 2e groupe : Le Rassemblement de forces acquises au changement avec son régime spécial élection 2017, changement des animateurs de la CENI et partage équitable du pouvoir
- 3e groupe : Opposition, mouvement citoyens et société civile : 120 jours de transition, compromis politique sérieux et global. La situation géographique de la RDC avec ses 9 frontières : échec diplomatique: extension des zones d'insécurité de Beni et à Tshikapa ... Quel types d'appui de la part de l'UE ?
  - Interpellation des parties prenantes
  - Sanctions ciblées
  - Soutenir financièrement les élections
  - Exercer une pression sur les organisations régionales (SADEC, UA, CIRGL..) pour les décisions constructives
  - Renforcer le mandat de la MONUSCO
  - Interdiction des visas au politicien sur l'espace Schengen

#### MODE D'APPROVISIONNEMENT DES KITS ÉLECTORAUX 2016 par Bob NGUTU

L'orateur commence par 3 questionnements

- Nouvel mode par rapport au contexte
  - Comment se mode aggrave le retard de l'organisation des élections
  - Mode d'approvisionnement des kits électoraux
1. Etapes des fournisseurs selon la loi de l'OCEDE sur le marché publique
    - Passation des marchés, la CENI utilise tous les principes requis, Ex : appel d'ouverture sur les kits électoraux
    - 3 juin publication de l'appel, 3 fournisseurs, approbation le 29 juin
    - Fin juillet arrive de kit et démarrage des opérations d'enrôlement
    - Report autorisé par la loi
    - Analyse des offres : commission ad hoc
    - Dispositif hors la loi qui devrait être sanctionné par le régulateur du marché
    - Analyse du dossier, contenu à la p 42, enrôlement de population pendant 60 jours
    - La CENI change des informations dans le dossier du départ
    - Livraison des kits à plusieurs tranches pendant 45 jours ouvrables
    - 90 jours sont prévus entre la signature et la livraison totale des kits électoraux octobre 2016
  2. Processus d'approvisionnement des kits électoraux aggrave ou non le retard électoral
    - Depuis le recrutement à la livraison des kits, 7 mois étaient prévus d'où il y avait la possibilité d'organiser les élections en 2016
    - Selon la loi, l'avenant au-delà de 15% sur la livraison des kits, à ce jour bon nombre des kits ne sont pas encore livrés sur 26 kits prévus seuls 12 sont disponibles.

La SFVS a fait aussi un plaidoyer auprès de la Mission des Nations Unies aux USA sur la participation politique de la femme.

#### **2. Au niveau national ;**

La SFVS a participé à l'atelier de réflexion sur l'analyse de la crise socio-politique de la RDC, tenu à Bukavu par l'ONG « Fund for Global Human Rights ». L'atelier avait comme objectif d'analyser la situation politique de la RDC et les réflexions avaient porté sur le dialogue

politique de la cité de l’OUA. Il a été constaté que dans ce dialogue, les femmes n’ont pas été représentées et il fallait trouver des causes de leur absence dans le dialogue. C’est ainsi qu’un groupe a été créé qui aura comme mission de faire des plaidoyers sur la représentativité de la femme dans les négociations pour la restauration d’une paix durable et le groupe a été appelé « Femmes en action pour les valeurs démocratiques en RDC », un groupe des femmes du Nord et Sud-Kivu.

Participation au Forum des femmes de la sous-région des Grands lacs :



*Forum des femmes de la sous-région des Grands Lacs à Goma*

Le forum des femmes de la sous régions des Grands Lacs a organisé une rencontre à Goma avec la participation de l’Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies dans les Grands Lacs, Monsieur Saidi Djinit. Les femmes de la sous-région ont discuté sur la mise en œuvre de la résolution 1325 et l’Accord cadre d’Addis-Abeba mais aussi la vulgarisation du Protocole de Maputo et plus particulièrement ses articles 9 et 10.

En date du 10 au 14 octobre 2016, la SFVS a participé à la conférence sur « le statut de la mise en œuvre du communiqué conjoint Gouvernement de la RDC/ONU dans lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits en RDC ». Cette conférence organisée à Kinshasa a été présidée par la représentante spéciale du Secrétaire Général de Nations Unies dans la région des Grands Lacs en matière des violences sexuelles Mme Zainab Hawa Bangura. A l’issue de ces assises, le Gouvernement congolais s’est engagé à :

- Accélérer la mise en œuvre d’une stratégie nationale de la réforme du secteur de la sécurité, y compris l’adoption de dispositifs spéciaux des violences faites aux femmes et aux enfants, surtout de prévention des violences sexuelles en période de conflit, tels que le contrôle des candidats à l’intégration dans les forces de défense et de sécurité nationale en vue d’éviter l’incorporation d’éléments impliqués dans divers crimes ; et la formation des forces de défense et de sécurité en matière de lutte contre les violences sexuelles ;
- Redoubler les efforts pour contrôler l’exploitation des ressources naturelles selon les lois en vigueur en RDC pour éviter qu’elle ne contribue à la prolifération et à la nuisance des groupes armés et des hommes en armes, auteurs de crimes de violences sexuelles ;
- Lutter contre l’impunité notamment par le renforcement de la Police Spéciale pour la Protection de la Femme et de l’Enfant et des Cellules d’Appui aux Poursuites judiciaires (CAP), des audiences foraines et l’amélioration des conditions carcérales et des mesures de protection des victimes, des témoins et des acteurs tant gouvernementaux que non gouvernementaux engagés dans la lutte contre les violences sexuelles ;

- Renforcer la mise en œuvre de la Stratégie nationale par le biais d'une coordination adéquate des actions des différents intervenants tant nationaux qu'internationaux afin d'accroître l'efficacité de l'assistance médicale, psychosociale, judiciaire et réinsertion socio-économique apportée aux victimes de violences sexuelles ;
- Doter la justice militaire et civile d'une capacité et des ressources nécessaires pour contribuer efficacement à la lutte contre l'impunité et assurer réparation aux victimes des violences sexuelles et basées sur le genre.

### **3. Au niveau local :**

La SFVS étant membre du mouvement « Rien Sans les Femmes », elle a participé à plusieurs actions de plaidoyers menées par le mouvement dans le cadre de l'évaluation des engagements des autorités locales de soutenir les actions des femmes sur leur participation politique. Le mouvement a fait des séances de vulgarisation de la loi sur la parité et sa mise en œuvre dans les instances de prise des décisions.

### **Participation aux différentes rencontres**

#### **a. Au niveau international**

La SFVS a participé au 60<sup>ème</sup> Commission sur le Statut de la Femme (CSW) organisée du 14 au 24 mars 2016 à New York. Le thème prioritaire de cette année était l'autonomisation des femmes et le lien avec le développement durable.

Elle a aussi participé au 13<sup>ème</sup> Forum International de l'AWID qui a eu lieu du 8 au 11 Septembre 2016 au Brésil sur le thème « *Horizons féministes : Construire un pouvoir collectif pour les droits et la justice* ».



**Participation au 13<sup>ème</sup> forum AWID au Brésil**

L'objectif de la session de l'AWID était d'examiner l'impact de la représentation des expériences des femmes congolaises vivant dans les conflits du point de vue des victimes seulement. Quelles en ont été les efforts plus larges des femmes et des mouvements de femmes pour lutter pour l'égalité entre les sexes, les droits des femmes et la justice? Dans ce cadre, une séance de restitution a été organisée en faveur des femmes de la société civile du Nord et Sud-Kivu sous la supervision du bureau de l'ambassade de Pays-Bas de Goma pour partager des informations et des expériences de participation au forum AWID.



*Séance de restitution au bureau de l'Ambassade de Pays-Bas de Goma*

Ainsi, les femmes du Nord et Sud-Kivu ont réfléchi sur deux activités que doivent faire les femmes ; la façon de travailler ensemble en matière de renforcement des capacités des femmes et l'identification des actions des femmes et ceci pourra commencer par la planification et les tâches de chaque organisation féminine (qui fait quoi, où et comment) et identifier les différents rôles des parties prenantes (le gouvernement congolais, la communauté internationale et la société civile) sur la protection civile.

### **B. Au niveau local**

La SFVS a participé aux différentes rencontres et formations organisées par les différentes organisations internationales et les organisations de la société civile en province du Nord-Kivu :

- Du 10 au 12 février 2016, participation à l'atelier de formation sur l'analyse du contexte et la sécurité des ONGs de défenses des droits de l'homme partenaires de Protection Internationale à l'hôtel Ishango
- Du 24 au 25 février 2016, participation à l'atelier sur l'analyse de la loi sur la parité du 1er août 2015 organisé par AFEM (Association des Femmes de Média) à la maison de la femme
- La SFVS participe aux ateliers de formation sur les scénarios électoraux organisés par McCain Institute en faveur des acteurs de la société civile de la province du Nord-Kivu
- Le 1<sup>er</sup> mars 2016, la SFVS a participé à une réunion d'étude sur le financement des ONGs œuvrant dans le domaine des violences sexuelles et violences basées sur le genre organisée par le Fonds de Développement des Femmes Africaines (AWDF) à l'hôtel VIP
- La SFVS a participé à célébration de la journée internationale de la femme, organisée par la Monusco le 12 mars et à cette occasion, la SFVS a exposé les différents objets que font les femmes à la Maison de la Femme de la SFVS de Bulengo dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin
- La SFVS participe régulièrement aux réunions sur le monitoring des violations des droits humains organisées par le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) et les réunions sur la protection des défenseurs des droits humains du mécanisme local de protection Synergie Ukingo Wetu ;
- Participation aux réunions du groupe de travail de lutte contre l'impunité organisées par la division de la justice et droits humains en partenariat avec le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) ;

- Participation aux différentes formations sur le rapportage et la documentation des cas des violations des droits humains, sur NEMO qui est un outil de conservation et protection des données, formation sur la communication et le plaidoyer, formation sur la gestion des projets organisées par le Centre Carter ;
- Nous participons aussi aux différentes rencontres organisées par les différents réseaux des femmes tels que : Sauti ya Mama Mukongomani, Rien Sans les Femmes qui sont des réseaux qui font des plaidoyers sur la surtout la participation politique de la femme à tous les niveaux en province du Nord-Kivu.

### Visites reçues au bureau de la SFVS

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre, la SFVS a reçu la visite de :

- L'Envoyé Spécial de Barack Obama dans la région des Grands-Lacs, Monsieur Thomas P. Celui-ci avait comme mission de se rendre compte de l'accompagnement des victimes des violences sexuelles et la question de la répression des auteurs des violences sexuelles en RDC, de se rendre compte de la participation politique de la femme et le rôle de la femme dans la crise du contexte actuel concernant les élections en RDC ;
- Mme Henriette Kapinga de PAM: sa mission était de faire le suivi du partenariat PAM/SFVS. PAM fournit des vivres alimentaires pour les victimes des violences sexuelles ;
- Visite d'une équipe des journalistes espagnols, la mission de leur visite était de faire un rapportage sur les activités de la maison des femmes de Bulengo.



Ils ont fait des interviews avec les femmes des Bulengo sur les différentes activités qu'elles font à la maison de la femme.





- Visite de l'équipe d'Alboan avec la star Amparo. Elle est venue se rendre compte de la situation de la femme à l'Est de la RDC. Un grand concert a été organisé par l'artiste espagnol et les différents artistes de la ville de Goma comme Wanny S-King et les autres. Il y a eu des danses folkloriques des jeunes artistes de Goma, tout ceci pour se solidariser avec les femmes et filles victimes de violences sexuelles encadrées à la maison de la femme de Bulengo.



*Concert avec Amparo et danses folkloriques à Bulengo*

### **Fonctionnement des organes**

Pour cette année 2016, 3 organes de la SFVS se sont réunies, il s'agit de :

- La Commission de Contrôle s'est réunie deux fois pour cette année 2016, dans le cadre du contrôle interne et de l'état des lieux des finances des activités de la SFVS,
- Le Conseil d'Administration: s'est réunie deux fois dans la salle de réunion de la SFVS pour évaluer le niveau de l'exécution des différents projets exécutés par la coordination
- Plusieurs réunions du staff ont été organisées. Ces réunions se tiennent dans la salle de réunion de la SFVS soit dans le cadre de concertation, soit pour évaluer les activités ou alors pour examiner la faisabilité et la matérialisation des actions et cela conformément aux recommandations des divers organes de la SFVS. Ces réunions sont toujours présidées par la coordinatrice.

### **Difficultés rencontrées**

- La plus grande difficulté que nous citons ici est celle de la recrudescence de l'insécurité dans tous les territoires de la province du Nord-Kivu suite à la présence des groupes armés étrangers et locaux, cette insécurité occasionne des violations des droits de l'homme partout en province du Nord-Kivu
- Le mauvais état des routes qui mènent vers différents coins éloignés nous a causé des difficultés et des retards dans l'exécution des activités dans ces milieux
- Les moyens limités qui ne permettent pas à la SFVS de couvrir toute la province dans la réalisation de ses activités.

### **Recommandations**

Pour pallier à toutes ces difficultés sus mentionnées, la SFVS recommande ce qui suit :

#### **a. Au gouvernement provincial du Nord-Kivu**

- De renforcer la sécurité et la promotion des défenseurs des droits de l'homme en général et en particulier le droit de tous ceux qui sont impliqués dans la promotion de la dignité de la femme ;

- De renforcer les effectifs des FARDC afin de traquer tous les groupes armés étrangers et locaux œuvrant dans tous les territoires du Nord-Kivu pour rétablir la sécurité et la paix afin d'espérer à une réduction du taux des violations des droits de l'homme
- De créer des occupations aux jeunes pour réhabiliter les mauvaises routes qui mènent dans les milieux ruraux et ceci pourra empêcher les jeunes à s'intégrer dans les groupes armés.

**b. Aux différents partenaires**

- D'assurer une continuité d'appuis techniques et financiers à la SFVS pour lui permettre d'atteindre efficacement sa mission et de répondre aux besoins et aspirations sociales des survivantes des violences sexuelles ;
- Aider la SFVS dans son plaidoyer visant à s'attaquer aux causes de violences, à la réparation des victimes de violences sexuelles mais aussi à la protection de femmes défenseurs de droits humains en province du Nord Kivu.

## **IX. CONCLUSION**

La SFVS multiplie ses efforts pour la promotion et la défense des droits de la femme, actuellement, elle diversifie ses stratégies car les violations des droits humains et ses conséquences ne cessent d'accroître dans la région.

Cela étant, plusieurs actions ont menées afin de contribuer à la restauration d'une paix durable et de reconforter les survivantes des violences sexuelles dans leur dignité. Pour ce faire, il faudrait renforcer les sensibilisations dans les communautés sur les conséquences néfastes des violences à l'égard de la femme et sensibiliser sur le rôle que doit jouer la femme qui est celui de réconciliatrice dans la gestion pacifique des conflits. Or toute action dans ce sens ne peut être durable tant que l'insécurité qui sévit dans la province du Nord-Kivu n'aura pas cessé.

En fait, nous terminons en présentant encore une fois les sentiments de gratitude à tous les partenaires (Associations membres, bailleurs de fonds, collaborateurs internes et externes,...), avec lesquels les efforts ont été conjugués pour la réalisation de ces activités durant l'année 2016.

## Personnel de la SFVS

### 1. Prisca KIKWAYA :



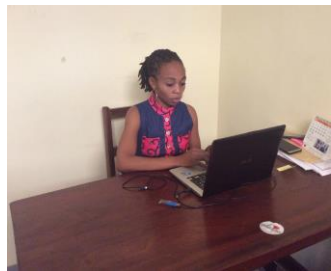
Me Prisca KIKWAYA: coordinatrice, licenciée en Droit, option Droit public Interne et International à l'Université Catholique du Graben (UCG/Butembo), elle est défenseur judiciaire près le Tribunal de Grande Instance, consultante en bonne gouvernance et en genre, coordinatrice de la SFVS depuis Octobre 2015.

### 2. Shadrack RAMAZANI :



Mr Shadrack RAMAZANI DAVID: administrateur financier, licencié en économie financière à l'Université de Goma, il est expert-comptable et d'audit il est Administrateur et financier au sein de la SFVS depuis

### 3. Adolphine KATUNGU :



Chargée des programmes, elle est paire éducatrice sur les compétences de vie courante des jeunes adolescents, encadreur d'enfants dans le camp des déplacés dans le programme Mtoto na Amani de l'Association des Guides du Nord-Kivu (AGNK), défenseure des droits humains depuis 2013, chargée des programmes au sein de la SFVS depuis mai 2015

### 4. Linda KATONDOLO :



Ingénieur en maintenance et programmation depuis plus de 5 ans, chargée de communication à la SFVS depuis janvier 2016

### 5. Mamy KITSA :



Elle est agent de relais communautaire hygiène et assainissement, défenseure des droits humains et secrétaire caissière à la SFVS depuis 2013

**6. Adidja MULABANI :**

Chef d'avenue (cadre de base) dans la commune de Karisimbi, Conseillère (Agent Psychosocial) à la SFVS depuis 2005, elle est formatrice des victimes des violences sexuelles en entrepreneuriat féminin (tissage des paniers)

**7. Rose KITWANGA :**

Conseillère (Agent Psychosocial) à la SFVS depuis 2005, elle est formatrice des victimes des violences sexuelles en entrepreneuriat féminin (coupe et couture)

**8. Josée RIZIKI :**

Conseillère (Agent Psychosocial) à la SFVS depuis 2005, elle est formatrice des victimes des violences sexuelles en entrepreneuriat féminin teinture des pagnes)

**9. Gentile KAVIRA :**

Etudiante en deuxième de licence en planification régionale et point focal du programme des filles ambassadrices pour la paix et supervise toutes les activités de ce programme depuis 2015 au de la SFVS

**10. Pascal KANUVA :**

Chauffeur – mécanicien de la SFVS depuis 2007, diplômé en pédagogie générale et a fait une formation en mécanique automobile. Il fait aussi la logistique à la SFVS

**11. Jérôme BIANCHA :**

Gardien au sein de la SFVS depuis 2009, il est D4 en pédagogie générale et fut enseignant de l'école primaire.

## Nos partenaires pour l'année 2016

